

Mouvements sociaux : 63% des TPE craignent d'être pénalisées

17/12/2019 | SOCIAL & JURIDIQUE | Nicolas Desaje



Artisans et petits commerçants font part de leurs inquiétudes pour la pérennité de leurs activités, selon une enquête réalisée par le Syndicat des indépendants (SDI), à la veille de la troisième journée interprofessionnelle de manifestations contre la réforme des retraites.

Alors que l'impact économique du mouvement des gilets jaunes sur le commerce de proximité est encore dans tous les esprits, 63% des patrons de très petites entreprises «craignent pour la pérennité de leur activité dans les trois à six prochains mois», selon cette enquête menée auprès de 620 TPE les 12 et 13 décembre.

L'an dernier, à la même période, seules 40% des personnes interrogées exprimaient la même inquiétude, souligne le Syndicat des indépendants. En tête des entreprises qui enregistrent une baisse de leur chiffre d'affaires depuis le 5 décembre, les commerçants (62%) et les artisans (46%) de proximité, ainsi que le secteur des services (47%).

«Contrairement à celui des gilets jaunes de décembre 2018, les mouvements de grèves sur les retraites sont très peu soutenus par les artisans, commerçants et dirigeants de TPE», relève le SDI. Ils n'affichent aujourd'hui que 26% de soutien, alors que le mouvement des gilets jaunes obtenait 83% d'opinions favorables à ses débuts, rappelle l'organisation professionnelle.

Des baisses cumulées de chiffre d'affaires

Et pour cause : dans près de 70% des cas, la baisse de chiffre d'affaires constatée depuis le 5 décembre «vient s'ajouter à celle subie au cours de l'année 2019, déjà en raison des mouvements sociaux», note l'enquête. Dans ces conditions, il semble difficile aux commerçants et aux artisans de rattraper les pertes des derniers mois.

Le Syndicat des indépendants lance donc un appel aux pouvoirs publics pour des mesures d'urgence. «De nouveaux étalements et reports de charges sociales et fiscales ne parviendront pas

à compenser des mois de conflits», avertit l'organisation, qui demande le déblocage d'un fonds national d'indemnisation.

Sondage réalisé en ligne auprès de 620 responsables de TPE les 12 et 13 décembre 2019.